

*The EU and Military Operations. A Comparative Analysis,*  
Katarina ENGBERG, New York, 2014 Routledge, 207 p.

Michel Liégeois

Volume 46, numéro 4, décembre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1037287ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1037287ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Liégeois, M. (2015). Compte rendu de [*The EU and Military Operations. A Comparative Analysis*, Katarina ENGBERG, New York, 2014 Routledge, 207 p.] *Études internationales*, 46(4), 549–551. <https://doi.org/10.7202/1037287ar>

des explications générales du phénomène. On pourrait ainsi y joindre, notamment, des études de cas qui expliquent pourquoi, parfois, l'accaparement ne se produit pas. Comme Søreide et Williams l'écrivent en introduction, les comportements altruistes sont ceux qui demandent une explication, contrairement aux comportements égoïstes (p. 2).

En conclusion, *Corruption, Grabbing and Development* est un bon ouvrage introductif qui illustre de manière vivante et claire comment surviennent la corruption et l'accaparement. Cependant, pour le lecteur qui n'a pas une connaissance pratique du sujet, on souhaiterait des études de cas approfondies, s'inscrivant dans un cadre global. Le livre reste donc pertinent en particulier pour des réformateurs aux prises avec des problèmes d'accaparement, à qui il fournira des pistes pour éclairer leur réflexion sur la façon de réduire ce fléau dans leur situation propre.

Jano BOURGEOIS

*Doctorant*

*Département de science politique*

*Université du Québec à Montréal, Canada*

## ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

### **The EU and Military Operations. A Comparative Analysis**

*Katarina ENGBERG, New York, 2014  
Routledge, 207 p.*

Publié dans la collection «Routledge Studies in European Security and Strategy», l'ouvrage *The EU and Military Operations* rejoint

l'abondante production scientifique consacrée au volet militaire de la politique extérieure de l'Union européenne (UE). L'attention du lecteur sera attirée par le parcours de l'auteure, Katarina Engberg, qui a alterné les séjours dans l'univers universitaire et les engagements dans divers services gouvernementaux et diplomatiques suédois. Nul doute que l'ouvrage bénéficie grandement de ce profil hybride en proposant un contenu équilibré, la théorie et la conceptualisation se voyant richement illustrées par des éléments empiriques de première main.

Le livre se présente comme une étude comparative qui vise à comprendre dans quelles circonstances l'UE entreprend des opérations militaires. À cette fin, l'auteure examine les dynamiques sous-jacentes à l'usage de la force par l'UE et situe l'Union dans le contexte d'une division globale des tâches en matière de gestion militaire des crises internationales. Engberg centre son étude sur deux cas principaux, à savoir la non-participation de l'UE au renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) au Liban en 2006 et la décision inverse de lancer l'opération de l'UE en République démocratique du Congo (EUFOR RDC) la même année. En s'appuyant sur les résultats de ces deux études de cas, l'auteure élabore un cadre analytique novateur basé sur les techniques de planification de défense («*defence planning*»).

Engberg prend le parti de ne se lier à aucun paradigme, aucune théorie, aucun cadre conceptuel particuliers et elle n'hésite pas à mettre en question des grilles analytiques bien établies. Elle montre ainsi les limites de

l'analyse coût-bénéfice des interventions militaires et souligne la grande élasticité de la notion d'intérêt.

Tout en s'intéressant au *pourquoi* (la cause) et au *pour quoi* (le but) des interventions, Engberg en analyse également le *comment* (les modalités) en mobilisant les théories et concepts de la sécurité collective pour en élucider la dimension organisationnelle. En ce sens, l'ouvrage présente une vraie originalité dans la mesure où il refuse la dichotomie du *pourquoi* (l'explication) et du *comment* (le processus). Non pas que cette distinction soit non pertinente, mais elle néglige l'étroite interaction entre les deux termes du binôme. Autrement dit, l'explication par la volonté politique ne peut suffire à rendre compte des décisions prises par l'UE en matière d'opérations militaires ; pas plus qu'une vision selon laquelle, lorsque la volonté politique existe, il n'y aurait plus d'obstacles matériels à sa mise en œuvre, comme si les ressources nécessaires étaient disponibles en quantités illimitées. C'est précisément pour cette raison que l'analyse des interactions entre la volonté politique et les contraintes de ressources figurent au cœur de l'étude proposée par Katarina Engberg.

L'introduction des techniques de planification de défense représente sans doute l'apport le plus original de l'ouvrage sur le plan méthodologique. En complément aux concepts issus de la littérature universitaire, l'auteure fait appel ici à une ressource d'usage courant dans les cercles militaires et les ministères de la Défense. Cet outil analytique sert ici au traitement des données empiriques collectées et présentées dans les chapitres trois à huit

de l'ouvrage. Sa mise en œuvre permet de sélectionner des indicateurs et de mener une analyse dynamique des interactions entre les différents facteurs. Chacun des facteurs internes et externes est ainsi analysé afin de déterminer son rôle moteur ou, au contraire, inhibiteur dans la décision de recourir à l'intervention militaire.

L'étude conclut que l'UE sera plus susceptible de recourir à l'intervention armée lorsque le conflit est vu comme une opportunité plutôt que comme un défi, tant en termes d'intérêts en jeu qu'en termes de tâches à accomplir sur le terrain. La probabilité qu'elle intervienne augmente également lorsque des États membres ont déjà montré la voie de l'intervention dans le conflit en cause. Un autre paramètre d'importance est le consentement des parties locales. La présence de ce dernier accroît fortement la probabilité d'une opération militaire de l'UE. Bien entendu, la disponibilité des ressources influence la décision, en particulier en ce qui concerne les arrangements relatifs au commandement et au contrôle de l'opération. À l'inverse, lorsque les ressources apparaissent surutilisées, la probabilité d'une intervention en est affectée. Enfin, la division internationale des tâches en matière d'opérations multilatérales et de sécurité collective joue un rôle important. L'étude montre ainsi que l'UE est plus susceptible d'agir lorsque ses efforts apparaissent comme complémentaires à ceux d'autres acteurs (par exemple l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe).

Le livre se lit aisément et comble un vide dans la mesure où il existait peu ou pas de travaux s'attachant à élucider le lien entre la fin politique et les moyens militaires en ce qui concerne les opérations extérieures de l'UE. Ce déficit peut s'expliquer par le manque de porosité entre les univers militaires, universitaires et ceux de la décision politique. L'ouvrage de Katarina Engberg présente dès lors un intérêt évident pour les étudiants, chercheurs et spécialistes dans le domaine de la sécurité européenne, des études européennes en général et des études de sécurité ainsi que dans celui des Relations internationales.

Michel LIÉGEOIS  
Professeur

*Centre d'étude des crises et des conflits  
internationaux  
Université catholique de Louvain, Belgique*

### **The NATO Intervention in Libya. Lessons Learned from the Campaign**

*Kjell ENGELBREKT, Marcus MOHLIN  
et Charlotte WAGNOSSON, 2014,  
New York, Routledge, 272 p.*

La publication collective *The NATO Intervention in Libya: Lessons Learned from the Campaign* entend faire une «deuxième analyse» des opérations militaires internationales de 2011 en Libye qui ont mené au renversement du régime de Mouammar Kadhafi. Cet ouvrage rédigé pour l'essentiel par des politologues du Swedish National Defence College privilégie, comme le titre l'indique, l'approche classique des études militaires des «leçons apprises». Néanmoins, les auteurs affichent un but limité, étant

donné le caractère récent des événements, ce qui restreint les conclusions que l'on peut tirer de cet ouvrage. Notamment parce que, si la réussite militaire des opérations, en ce qui a trait à l'efficacité des ressources déployées par rapport au résultat atteint, peut être défendue, l'impact politique représente un échec complet, si l'on en juge par la situation actuelle en Libye. À leur décharge, les auteurs n'avaient pas d'ambitions prospectives et les analyses des conséquences pour l'avenir des interventions demeurent pertinentes, en l'occurrence le texte de Marcus Mohlin (chapitre 8), qui anticipe une utilisation accrue des forces spéciales en conjonction avec la force aérienne, et le chapitre conclusif par Robert Egnell, qui reprend les grandes questions soulevées par ces événements.

Plusieurs contributions évaluent la singularité de cette intervention, tout en évoquant la possibilité qu'elle serve de modèle à l'avenir. Finalement, la majorité des contributeurs s'entendent pour dire que l'expérience libyenne sera difficilement reproductible et ne pourra servir d'exemple, étant donné l'exceptionnalité des circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée. Le chapitre 2, par Kjell Engelbrekt, décrit très bien les circonstances politiques dans lesquelles le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1973 et l'Europe a mobilisé ses efforts («*the perfect storm*»). Cette intervention est unique à plusieurs égards, d'abord parce que jamais auparavant le Conseil de sécurité n'avait formellement confié à une force internationale le mandat d'utiliser «tous les moyens nécessaires» – à l'exclusion d'une force d'occupation terrestre – pour protéger les populations